



BRÈVES ÉCONOMIQUES BALKANS OCCIDENTAUX

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BELGRADE

10 novembre 2022

LE CHIFFRE À RETENIR

-15,5 %

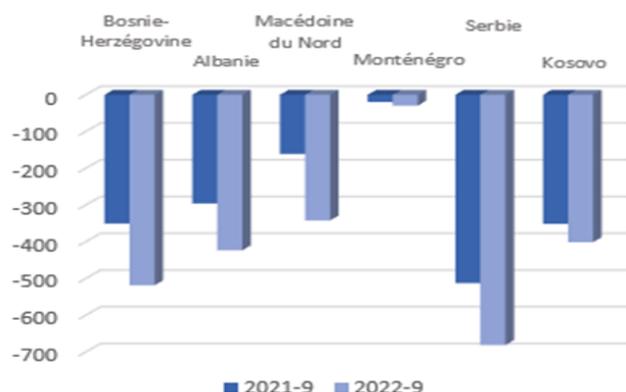
Prévisions du déficit commercial des Balkans occidentaux pour 2022

Région

Les déficits commerciaux des Balkans occidentaux vont se creuser en 2022.

Selon la banque mondiale, le déficit commercial des Balkans occidentaux devrait se creuser de 2,8 pp en g.a. à -15,5 % du PIB en 2022 en raison de la hausse des prix des importations, notamment des produits énergétiques et alimentaires.

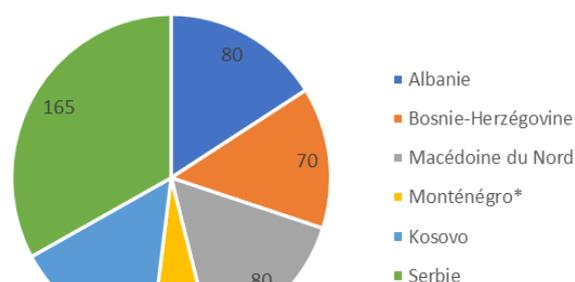
Solde des balances commerciales (MEUR)



L'UE a détaillé son paquet de soutien pour l'énergie dans les Balkans occidentaux.

L'assistance budgétaire immédiate de 500 MEUR des Balkans occidentaux aura vocation à soutenir les ménages et les petites et moyennes entreprises face à la hausse des prix de l'énergie et sera répartie comme suit :

Soutien budgétaire de l'UE



500 MEUR du fond CIBO seront également redirigés au titre de la diversification énergétique, la production d'énergie renouvelable et les interconnexions gazières et électriques, marquant ainsi une priorité accrue de la commission au secteur de l'énergie.

Sommet du processus de Berlin.

A l'occasion du sommet du processus de Berlin, les Balkans occidentaux ont signé des accords de coopération portant sur la libre circulation des personnes, la reconnaissance des documents d'identités et des qualifications professionnelles et académiques. Cinq des six pays (la Bosnie-Herzégovine ne pouvant pas signer) sont également convenus d'une déclaration commune pour accroître la coopération sur l'énergie et la transition dans le cadre du pacte vert pour l'Europe.

Albanie

La Banque centrale durcit à nouveau sa politique monétaire.

Face aux pressions domestiques croissantes sur l'inflation, la Banque a relevé son principal taux directeur, qui est passé de 2,25 à 2,75 %.

Le projet de budget de l'État pour 2023 approuvé par la commission parlementaire.

Le projet de budget 2023 prévoit une réduction du déficit budgétaire, qui passerait de -3,3 % du PIB prévu pour 2022 à -2,6 % du PIB en 2023. Les recettes budgétaires totales s'élèveront à 631,7 Mds ALL (5,4 Mds EUR), soit environ 29 % du PIB (contre 28,2 % en 2022) tandis que les dépenses budgétaires devraient s'élever à 687,2 Mds ALL (5,9 Mds EUR).

Bosnie-Herzégovine

Hausse de +52,2 % en g.a. du nombre de touristes en septembre

Sur le mois, le [nombre de touristes](#) s'est établi à 158 371. Cette augmentation provient pour une large part de la hausse du nombre de touristes étrangers (+72,4 % en g.a., 103 219). Ils sont venus de Serbie (11,1 %), de Croatie (9 %), d'Allemagne

(6,1 %), de Turquie (5,6 %), de Slovénie (5,5 %), de Pologne (5 %) et de France (4,4 %).

Le pays pourrait réduire ses exportations d'électricité.

Selon le président de la branche bosniaque du Conseil international des grands systèmes électriques (CIGRE) la hausse de la consommation d'électricité des ménages (en raison de la hausse des prix des autres systèmes de chauffage) pourrait contraindre la Bosnie-Herzégovine à réduire ses exportations. Traditionnellement, le pays exporte 25 % de sa production d'électricité dont deux tiers vers la Croatie, la Serbie et la Slovénie.

Kosovo

Adoption du budget 2023

Le 28 octobre, le gouvernement kosovar a adopté le [budget 2023](#). Le document prévoit que les recettes budgétaires totales atteignent 2,9 Mds EUR tandis que les dépenses s'établiraient à 3,2 Mds EUR, portant le déficit à -2,0 % du PIB (contre -3,9 % pour 2022).

Macédoine du Nord

Début des travaux ferroviaires pour le corridor paneuropéen VIII.

L'inauguration des travaux sur une section de 34 km, de Beljakovce à Kriva Palanka et la finalisation des travaux restants sur une section de 31 km de Kumanovo à Beljakovce, a eu lieu le 29 octobre. A terme, le réseau relira le port albanais de Durrës et le port de Varna en Bulgarie. Le projet a fait l'objet d'un prêt de 200 MEUR de la [BERD](#) et de 75 MEUR de subventions de l'UE.

L'Etat a annoncé un plan de financement pour ses besoins de 2023.

Cette déclaration, effectuée par le ministre des Finances, intervient alors que le gouvernement a approuvé un projet de prêt de 530 MEUR du [FMI](#) le 4 novembre. Pour mémoire, le coût des mesures adoptées pour faire face à la crise énergétique est évalué à 760 MEUR par les autorités macédoniennes. La mise en place d'une garanti des prix de l'électricité à 80 EUR/MWh pour les producteurs alimentaires vise à permettre une baisse de 10 % des prix alimentaires.

Monténégro

Accord avec la société américaine UGT sur les énergies renouvelables et le stockage de l'énergie

La compagnie d'électricité publique du Monténégro EPCG a signé le 4 novembre [un accord de coopération](#) avec « US UGT Renewables » pour le développement conjoint de projets de production d'électricité renouvelable et de stockage d'énergie. Selon EPCG, cette coopération permettra également à l'entreprise d'étendre son programme d'installation de panneaux solaires chez les particuliers à 5 000 installations contre 3 000 initialement prévues.

Serbie

Proposition d'une révision budgétaire fixant le déficit 2022 à 3,9 % contre 3,0 % prévus initialement

Le ministère des finances a proposé un budget rectificatif portant le déficit à 2,4 Mds EUR (3,9 % du PIB contre 3,0 % initialement). Cette révision est proposée en raison de l'impact de la hausse des prix sur les finances publiques (hausse des recettes publiques, dépenses d'assistance imprévues, financement des pertes des entreprises publiques d'énergie). [Le Conseil fiscal](#) note le manque de transparence des dépenses prévues pour les entreprises publiques d'énergie (1,2 Md EUR, soit 2 % du PIB).

Nouveau projet d'accord avec le FMI

Au terme d'une [mission du FMI](#), effectuée du 20 octobre au 3 novembre, les autorités serbes et les services du FMI sont parvenus à un accord de confirmation (stand-by agreement) de 24 mois assorti d'un accès à 1,9 Md de droits de tirage spéciaux, soit environ 2,4 Mds EUR. Ce prêt a vocation à répondre aux nouveaux besoins de financement induits par la conjoncture économique mondiale, tout particulièrement dans le secteur énergétique. L'accord est soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI qui devrait l'examiner en décembre 2022.

Croissance de l'emploi dans le secteur des TIC.

Selon la déclaration du ministre de l'Information et des Télécommunications du 8 novembre, l'emploi dans le secteur des TIC a atteint 95 500 (contre 55 000 en 2016). Le pays abrite un nombre croissant de startups tandis que les entreprises internationales du secteur sont attirées par la disponibilité des talents et des coûts relativement bas. Pour mémoire, le secteur numérique a contribué au PIB à hauteur de 10% en 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional des Balkans occidentaux

Rédacteurs : Pierre GRANDJOUAN, Céline HÉRICHER, Branka MARKOVIC, Aleksandar KECKAROVSKI Alexandre MARTÍNEZ, Julie Bouvry

Pour s'abonner : julie.bouvry@dgtresor.gouv.fr

l'ensemble de nos publications sur : www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/pays/RS